

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1111

[2004/200841]

15 JANVIER 2004. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge modifié par le décret du 6 février 2003, notamment les articles 2, 2^o, 10^o et 11^o, 4, 5, 6, 7, 13bis, 17, 18, 19, 22, 26 et 30;

Vu le décret du 6 février 2003 modifiant le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, notamment l'article 28;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 6 mai 1999, du 13 janvier 2000, du 18 juillet 2000, du 11 janvier 2001, du 22 mars 2001, du 7 mars 2002, du 4 juillet 2002 et du 22 mai 2003, notamment les articles 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 14, 15, 18, 19, 20, 22, 32 et 34 ainsi que les annexes II, III et IV;

Vu l'avis du Conseil wallon du troisième âge, donné le 28 août 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Etat numéro 36.011/4 du 10 décembre 2003;

Sur la proposition du Ministre des Affaires sociales et de la Santé;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. A l'article 2 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, il est apporté les modifications suivantes :

1. Le 4^e tiret est remplacé par le texte suivant :

« — le fonctionnaire délégué : les fonctionnaires et leurs suppléants désignés par le Ministre pour accomplir les actes prévus par le décret ou le présent arrêté ».

2. Il est ajouté le tiret suivant :

« — l'ensemble fonctionnel d'une résidence-services : l'unité architecturale, distincte de toute autre structure éventuellement située sur le même site, qui, bien que pouvant avoir une entrée à rue commune, dispose de voies de circulation horizontales et verticales spécifiques et garantissant aux résidents un accès aisé aux locaux et équipements collectifs, en toute sécurité et sans obstacle pour les personnes à mobilité réduite. La présente disposition s'applique à toute demande de principe introduite à partir du 1^{er} janvier 2005. »

Art. 3. L'article 4 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 4. § 1^{er}. Par dérogation à l'article 27, 1^o, du décret du 6 février 2003 modifiant le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, les lits qui auront été récupérés :

1^o jusqu'au 31 décembre 2007 en application de l'article 13bis du décret;

2^o en application de l'article 30, alinéa 1^{er}, du décret, seront redistribués dans le secteur dont ils proviennent, sans tenir compte de la programmation par arrondissement administratif.

§ 2. Il est établi un programme d'implantation spécifique pour les lits de maison de repos réservés au court-séjour.

Ce programme est fixé pour la Région linguistique de langue française à 7, 8 lits par dix mille habitants âgés de soixante ans au moins.

Ce programme se réalise par arrondissement afin qu'aucun arrondissement ne puisse disposer de moins de 5 lits par dix mille habitants âgés de soixante ans au moins, ni de plus de 10 lits par dix mille habitants âgés de soixante ans au moins.

Dans ce programme, 29 % au minimum des lits sont réservés au secteur public, 21 % au minimum au secteur privé non lucratif et 50 % au maximum au secteur privé commercial.

Aucune maison de repos ne peut bénéficier de lits de court-séjour au-delà du nombre de lits équivalent à 10 % de sa capacité fixée par le titre de fonctionnement, arrondi à l'unité supérieure. De plus, lorsque la maison de repos bénéficie d'un agrément sur plusieurs sites, le nombre de lits de court-séjour, sur un site, ne pourra pas dépasser 20 % de la capacité totale de ce site.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les gestionnaires des maisons de repos relevant d'un même secteur et situées dans la même commune ou dans des communes d'un même arrondissement administratif, et dans ce dernier cas distantes les unes des autres de 10 km au maximum par voie routière, peuvent conclure une convention aux termes de laquelle un ou plusieurs d'entre eux sollicitent pour une ou plusieurs de leurs maisons de repos, un ou des accords de principe équivalents à 10 % maximum du nombre total de lits fixé par les titres de fonctionnement des maisons de repos concernées, arrondis à l'unité supérieure.

De même, le gestionnaire unique de plusieurs maisons de repos peut, dans les conditions visées à l'alinéa précédent, solliciter un ou des accords de principe équivalents à 10 % maximum du nombre total de lits fixé par les titres de fonctionnement de ses maisons de repos, arrondis à l'unité supérieure.

Dans les cas visés aux deux alinéas précédents, les lits de court-séjour ne pourront pas dépasser, pour un même site, 20 % de la capacité totale fixée par le titre de fonctionnement de la maison de repos qui les accueille.

§ 3. Le court-séjour en maison de repos a une durée maximale de trois mois par année civile. »

Art. 4. L'article 5 du même arrêté est abrogé.

Art. 5. L'article 6 du même arrêté est abrogé.

Art. 6. A l'article 7 du même arrêté il est apporté les modifications suivantes :

1. Le deuxième tiret est remplacé par la disposition suivante :

« — Une description de la construction envisagée et de son environnement, détaillée et accompagnée d'une esquisse témoignant de la volonté de répondre aux normes d'agrément concernant le bâtiment, de sa capacité d'accueil et de son accessibilité aux personnes handicapées. »

2. Le troisième tiret est remplacé par le texte suivant :

« — Une présentation du projet de vie institutionnel de l'établissement s'il s'agit d'une maison de repos.

Cette présentation concernera les différents points du contenu minimal du projet de vie institutionnel visés à l'article 12, alinéa 2 ».

3. Il est ajouté un quatrième tiret rédigé comme suit :

« — La preuve émanant du demandeur qu'il appartient par son statut au secteur public, privé non lucratif ou privé commercial auquel il prétend se rattacher. »

Art. 7. A l'article 8, du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1. L'alinéa 2 est remplacé par le texte suivant :

« Le conseil transmet, dans les trois mois, son avis au Ministre, lequel statue dans le mois.

Toutefois, le Ministre peut statuer dans un délai maximal de six mois en cas d'insuffisance de lits disponibles. Dans ce cas, la prolongation du délai est notifiée au demandeur dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai initial. »

2. Il est ajouté un troisième et un quatrième alinéas rédigés comme suit :

« Les critères, de valeur égale, qui permettent de déterminer un ordre de priorité en matière d'octroi des accords de principe sont les suivants :

1° Extension d'une maison de repos pour atteindre la capacité minimale de viabilité en tenant compte des investissements à réaliser afin d'être conforme aux normes;

2° Qualité du projet de vie institutionnel;

3° Répartition géographique pour permettre un accueil de proximité.

Pour bénéficier des critères visés à l'alinéa précédent, 1°, et 2°, le demandeur d'un accord de principe joint à son dossier tout élément probant permettant d'apprécier la pertinence de son projet au regard de ces critères. »

Art. 8. Un article 8bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté :

« Art. 8bis. § 1^{er}. Dans les cas visés à l'article 4, § 2, alinéa 10, du décret, le gestionnaire introduit auprès de l'administration, au plus tard six mois avant l'échéance de l'accord de principe, un mémoire justifiant de la nécessité de proroger l'accord de principe au-delà de trois ans.

§ 2. Ce mémoire comprend au moins les éléments suivants :

1° les démarches administratives effectuées depuis l'octroi de l'accord de principe;

2° le descriptif et les documents relatifs aux résultats déjà obtenus à la suite de ces démarches;

3° la liste des démarches qui doivent encore être effectuées et l'estimation des délais dans lesquels celles-ci seront réalisées et auront abouti;

4° les raisons pour lesquelles le délai de trois ans ne pourra être respecté;

5° la date estimée de la mise en fonctionnement.

Les démarches administratives visées à l'alinéa précédent concernent notamment les avis ou les autorisations préalables requises dans le cadre de la tutelle, les demandes de subventions aux infrastructures, les demandes de permis d'urbanisme.

§ 3. Si la demande n'est pas accompagnée de tous les documents justificatifs ou de toutes les données mentionnées au § 2, le demandeur en est avisé endéans le mois. Dans ce cas le demandeur dispose d'un délai d'un mois pour fournir les documents ou les données manquants. A défaut la demande est réputée irrecevable.

§ 4. Le Ministre statue dans un délai de deux mois à partir du moment où la demande est recevable. »

Art. 9. L'article 9, alinéa 1^{er}, du même arrêté est complété par le membre de phrase suivant :

« dans les cas où un recours administratif est prévu par l'article 4, § 2, dernier alinéa du décret. »

Art. 10. A l'article 12 du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1. Il est ajouté à l'alinéa 1^{er}, trois tirets rédigés comme suit :

« — Le projet de vie institutionnel, s'il s'agit d'une maison de repos.

— la convention entre le gestionnaire et le résident conforme aux annexes II, III, ou IV.

— Le règlement d'ordre intérieur, conforme aux annexes II, III, ou IV. »

2. Il est inséré entre le 1^{er} et le deuxième alinéa, un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Le projet de vie institutionnel visé à l'alinéa 1^{er}, 7^e tiret comprend au moins :

1° les dispositions relatives à l'accueil des résidents prises dans le but de respecter leur personnalité, d'apaiser le sentiment de rupture éprouvé par eux et leur famille lors de l'entrée et de déceler les éléments qui permettraient, au cours du séjour, de mettre en valeur leurs aptitudes et leurs aspirations;

2° les dispositions relatives au séjour permettant aux résidents de retrouver un cadre de vie aussi proche que possible de leur cadre familial, notamment en encourageant leur participation aux décisions concernant la vie communautaire et en développant des activités occupationnelles, relationnelles, culturelles en vue de susciter l'ouverture de la maison vers l'extérieur;

3° les dispositions relatives à l'organisation des soins et des services d'hôtellerie, dans le but de préserver l'autonomie des résidents tout en leur procurant bien-être, qualité de vie et dignité;

4° les dispositions organisant le travail en équipe dans un esprit interdisciplinaire et de formation permanente, exigeant du personnel, un respect de la personne du résident, de son individualité, en actes et en paroles et octroyant à ce personnel, des moyens, notamment en temps, qui facilitent le recueil et la transmission des observations permettant d'atteindre les objectifs du projet de vie;

5° les dispositions permettant une participation des résidents, chacun selon ses aptitudes, en vue de favoriser le dialogue, d'accueillir les suggestions, d'évaluer en équipe la réalisation des objectifs contenus dans le projet de vie institutionnel et d'offrir des activités rencontrant les attentes de chacun. »

Art. 11. L'article 14 du même arrêté est abrogé.

Art. 12. L'article 15 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art.15. Si la demande n'est pas accompagnée de tous les documents ou de toutes les données prévus par les articles 12 et 13 le demandeur en est avisé dans le mois. »

Art. 13. L'article 18 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 18. Dans les cas prévus à l'article 7, alinéa 3, du décret, l'autorisation provisoire de fonctionnement peut être prolongée sur la production d'une attestation de sécurité délivrée par le bourgmestre, conformément au modèle prévu à l'appendice 1 de l'annexe I, limitée dans le temps et précisant que les travaux de sécurité requis devront être réalisés dans le délai prévu. »

Art. 14. A l'article 19 du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1. A l'alinéa 1^{er}, l'expression « ou de non renouvellement » est supprimée et l'expression « ou de retrait d'autorisation provisoire de fonctionnement » est remplacée par l'expression « ou de suspension d'autorisation provisoire de fonctionnement ».

2. Il est ajouté un 9^e alinéa rédigé comme suit :

« En cas de suspension d'un titre de fonctionnement, le gestionnaire peut en demander la levée s'il estime que les motifs qui ont justifié la sanction n'existent plus. La demande, adressée à l'administration est accompagnée d'un mémoire justificatif et il est procédé sans délai à une inspection de l'établissement. Le Ministre prend sa décision dans le mois de la réception de la demande. »

Art. 15. A l'article 20, alinéa 1^{er}, du même arrêté, l'expression « ou de non renouvellement » est supprimée et l'expression « ou de retrait d'autorisation provisoire de fonctionnement » est remplacée par l'expression « ou de suspension d'autorisation provisoire de fonctionnement ».

Art. 16. Un chapitre *Vbis*, rédigé comme suit, est inséré dans le même arrêté à la suite de l'article 21 :

« Chapitre *Vbis*. De la réduction de la capacité des maisons de repos fixée par le titre de fonctionnement.

Art. 21*bis*. § 1^{er}. Au sens du présent article, on entend par :

1° année de référence : l'année précédant celle au cours de laquelle le relevé du nombre de journées facturées doit être transmis et qui fait l'objet de ce relevé;

2° titre de fonctionnement initial : le titre de fonctionnement existant au 1^{er} janvier de l'année précédant l'année de référence.

§ 2. Chaque année, pour le 31 janvier, tout gestionnaire d'une maison de repos bénéficiant d'un titre de fonctionnement fait parvenir à l'administration un relevé mensuel du nombre de journées d'hébergement facturées durant l'année de référence.

Par dérogation à l'alinéa précédent, le relevé mensuel du nombre de journées d'hébergement facturées durant l'année de référence 2003 doit parvenir à l'administration pour le 30 avril 2004 au plus tard.

Si sur la base de ce document, le taux d'occupation moyen de l'année de référence est inférieur de plus de 10 % à la capacité maximale fixée par le titre de fonctionnement initial, le Ministre réduit cette capacité maximale au taux d'occupation moyen de l'année de référence, augmenté de 10 %, sans préjudice des augmentations de capacité accordées après la date du titre de fonctionnement initial.

Pour l'application de l'alinéa précédent, la capacité maximale prévue par le titre de fonctionnement initial est diminuée du nombre de lits temporairement désaffectés pendant l'année de référence :

1° pour cause de force majeure;

2° pour permettre le début ou la poursuite de travaux :

— requis pour se conformer aux normes de sécurité ou aux normes de l'annexe II;

— requis pour améliorer le confort de l'établissement;

— visant à augmenter la capacité réelle de l'établissement.

Les nombres obtenus pour l'application du présent paragraphe sont portés à l'unité supérieure si la décimale est égale ou supérieure à cinq ou sont ramenés à l'unité inférieure si la décimale est inférieure à cinq.

§ 3. Sans préjudice d'une éventuelle application de l'article 13 du décret et de l'article 19 du présent arrêté, à défaut d'envoi du relevé dans les délais requis ou en cas de fausse déclaration, l'administration organise une inspection destinée à fixer, en application des règles du § 2, la nouvelle capacité de l'établissement.

§ 4. Le recours contre une décision de réduction de la capacité du titre de fonctionnement est introduit par lettre recommandée dans le mois de la notification de la décision querellée auprès du Ministre qui le soumet au Gouvernement.

Le recours contient :

1° les nom, qualité, demeure ou siège de la partie requérante;

2° l'objet du recours et un exposé des faits et des moyens.

Le recours est complété par une copie de la décision querellée.

Le Gouvernement statue dans un délai de deux mois à dater de l'introduction du recours.

Le Ministre notifie la décision du Gouvernement au gestionnaire. »

Art. 17. A l'intitulé du chapitre VI du même arrêté, les mots « d'urgence » sont supprimés.

Art. 18. L'article 22 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Art. 22. § 1^{er}. Dans les cas visés à l'article 22, § 1^{er}, du décret, lorsque l'administration transmet au Ministre une proposition de fermeture d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour, elle lui adresse un rapport justifiant la fermeture, un rapport d'inspection récent ainsi que, le cas échéant, tous autres renseignements et documents utiles.

§ 2. Dans les cas visés à l'article 22, § 2, du décret, lorsque l'administration formule une proposition de fermeture d'une maison de repos, d'une résidence-services ou d'un centre d'accueil de jour, elle la notifie au gestionnaire.

L'administration l'informe également qu'il dispose d'un délai de 15 jours à dater de la réception de la notification pour adresser ses observations écrites.

Le fonctionnaire délégué complète le dossier par les observations écrites du gestionnaire.

Il convoque ensuite le gestionnaire par lettre recommandée à la poste ou par pli déposé contre accusé de réception, en indiquant les lieu et heure de l'audition.

La convocation mentionne la possibilité de se faire assister d'un conseil.

Le refus de comparaître ou de présenter sa défense est acté au procès verbal d'audition.

Le dossier éventuellement complété par tout renseignement et document utiles complémentaires et par le procès-verbal d'audition est envoyé au gestionnaire.

Ce dernier dispose d'un délai de quinze jours pour faire valoir ses observations écrites avant que le dossier soit transmis au Ministre pour décision. »

Art. 19. A l'article 32 du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1. le 2^o est remplacé par le texte suivant :

« 2^o Les différents sites doivent être distants les uns des autres de 10 km au maximum par voie routière. »

2. le 5^o est remplacé par le texte suivant :

« 5^o. La présence d'au moins un membre du personnel de soins visé au point 8.3. de l'annexe II est exigée 24 heures sur 24 sur chaque site. »

Art. 20. L'article 34 du même arrêté est abrogé dans sa rédaction actuelle.

Art. 21. Un chapitre *XIIbis*, rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté à la suite de l'article 33 :

« Chapitre *XIIbis*. Du secrétariat du Conseil wallon du troisième âge et de son bureau.

Art. 34. Le secrétariat du Conseil wallon du troisième âge et de son bureau est assumé par l'administration qui y délègue un agent. »

Art. 22. Un chapitre *XIIter*, rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté à la suite de l'article 34 :

« Chapitre *XIIter*. De la participation et de l'examen des suggestions et plaintes des résidents.

Art. 34bis. Le Conseil des résidents se réunit au moins une fois par trimestre.

Il est établi un rapport de chaque réunion du Conseil des résidents. Ce rapport sera affiché au tableau d'affichage et pourra être consulté par les résidents, les membres de leur famille ou leur représentant et par les fonctionnaires chargés de l'inspection.

Art. 34ter. Des suggestions, des remarques ou des plaintes peuvent être consignées par le résident, son représentant ou sa famille dans un registre mis à la disposition par l'établissement. Le plaignant doit être informé de la suite qui a été donnée à sa plainte. Le registre susvisé doit être présenté, une fois par trimestre, sur simple requête au Conseil des résidents. »

Art. 23. Un article 39bis, rédigé comme suit est inséré dans le même arrêté :

« Art. 39bis. Les établissements visés à l'article 2, 2^o, alinéa 4, b, du décret qui souhaitent ne pas être considérés comme résidence-services, introduisent leur dossier par lettre recommandée auprès du Ministre.

Le dossier comporte au moins les éléments suivants :

1^o les statuts de l'établissement;

2^o la preuve, par tout document probant, que l'établissement était en activité avant le 6 février 1999;

3^o la liste détaillée des services offerts.

L'administration procède dans le mois de la demande à une inspection de l'établissement et établit un rapport à destination du Ministre.

Ce rapport concerne le degré d'autonomie des résidents, la qualité des logements particuliers et la qualité des services offerts.

Le Ministre statue sur la demande de dispense dans un délai de trois mois. »

Art. 24. A l'annexe II, chapitre 1^{er}, point 01, du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1. la 1^{ère} phrase est remplacée par le texte suivant :

« Aucune maison de repos ne peut être agréée pour moins de 26 lits ou plus de 150 lits, ce maximum ne comprenant pas les lits de court-séjour. »

2. Il est ajouté un alinéa rédigé comme suit :

« Toutefois encore, les maisons de repos qui bénéficient d'un accord de principe ou d'un titre de fonctionnement sur la base des normes applicables avant l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 2004 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge, peuvent comporter un nombre de lits supérieur à 150. »

Art. 25. A l'annexe II, chapitre 2, point 1.1., du même arrêté, l'alinéa suivant est inséré entre le deuxième et troisième alinéa :

« Le règlement d'ordre intérieur doit en outre prévoir une procédure relative aux éventuelles mesures de contention et/ou d'isolement dans le but de garantir la sécurité des personnes âgées désorientées, dans le respect de leur droit fondamental à une liberté de mouvement. »

Art. 26. A l'annexe II, chapitre 2, point 2.1.2., du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1. à l'alinéa premier, le chiffre « 6 » est remplacé par le chiffre « 10 »;
2. le membre de phrase « et affichés dans chaque chambre en indiquant leur numéro » est supprimé;
3. au deuxième alinéa, 18^e tiret, il est ajouté le segment de phrase suivant : « Les substituts de repas ne sont pris en compte qu'à concurrence du coût d'un repas normal. »

4. les éléments suivants sont ajoutés :

« — l'approvisionnement, la gestion, le stockage et la distribution des médicaments, sans préjudice du libre choix du pharmacien par le résident;

— la mise à disposition d'une chaise percée quand l'état du résident le requiert;

— le mobilier tel que décrit au point 14 de l'annexe II, la mise à disposition éventuelle, d'un lit médicalisé, du matériel visant à adapter le mobilier à l'état de santé du résident, (perroquet, barres de lit, matelas...) et du matériel de contention;

— les taxes et impôts relatifs à l'établissement;

— les frais d'entretien, de nettoyage et de réparation occasionnés par l'usure normale, consécutifs au départ du résident;

— le lavage et le pressing du linge non personnel;

— mise à la disposition illimitée d'eau potable. »

Art. 27. A l'annexe II, chapitre 2, point 2.1.4. du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1. Au point 2.1.4.1., l'alinéa suivant est ajouté :

« Seuls les biens et services choisis librement par le résident et à défaut, par son représentant peuvent faire l'objet de suppléments. »

2. Au point 2.1.4.2., l'alinéa suivant est ajouté :

« Le montant demandé au résident ne peut pas dépasser l'intervention qu'aurait versée l'INAMI pour lui à l'établissement ».

Art. 28. A l'annexe II, chapitre 2, point 2.1.9., il est apporté les modifications suivantes :

1. les alinéas suivants sont insérés entre le deuxième et le troisième alinéa du point 2.1.9.3. :

« Tout préavis donné par le gestionnaire est dûment motivé. A défaut, le congé est censé ne pas avoir été donné.

Si le résident quitte l'établissement pendant la période de préavis donné par le gestionnaire, il n'est tenu à aucun préavis. »

2. Au point 2.1.9.3., dernier alinéa, le membre de phrase « visé à 5, § 2, dernier alinéa du décret » est remplacé par le membre de phrase « visé à l'article 2, 11^o du décret ».

Art. 29. Il est ajouté un point 2.1.11. rédigé comme suit :

« 2.1.11. La ristourne éventuellement accordée par le pharmacien doit être rétrocédée au résident. »

Art. 30. A l'annexe II, chapitre 2, du même arrêté, le point 2.3. est remplacé par le texte suivant :

« 2.3. La convention mentionne le délai dont dispose le résident ou son représentant pour contester les factures. Ce délai ne peut pas être inférieur à un mois à dater de la réception de la facture. »

Art. 31. A l'annexe II, chapitre 2, du même arrêté, le point 3.2.11. est remplacé par le texte suivant :

« 3.2.11. Le récépissé dont question au point 1. 7., alinéa 3, de la présente annexe. »

Art. 32. A l'annexe II, chapitre 2, point 4 du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1. L'intitulé est remplacé par le texte suivant :

« 4. De l'affichage des informations. »

2. La phrase introductive du point 4.1. est remplacée par la phrase suivante :

« Les informations sur les points suivants font l'objet d'un affichage à l'endroit le plus adéquat selon le public auquel elles sont destinées. »

3. Au point 4.1. le troisième tiret est remplacé par le texte suivant :

« — le numéro et tout renseignement relatif au titre de fonctionnement de la maison de repos et, s'il échet, tout renseignement relatif à un refus ou à une suspension d'un titre de fonctionnement, à un retrait d'agrément ainsi qu'à une fermeture. »

Art. 33. A l'annexe II, chapitre 2, il est ajouté un point 4*bis* rédigé comme suit :

« 4*bis*. Du projet de vie institutionnel.

A partir du projet de vie institutionnel, chaque équipe de travail définira des objectifs opérationnels dans sa pratique quotidienne, ainsi que des indicateurs permettant de les évaluer.

Le projet de vie institutionnel est évalué chaque année par l'ensemble des acteurs de l'établissement que sont le gestionnaire, le directeur, le personnel et le conseil des résidents. Le cas échéant le projet de vie institutionnel est amendé. »

Art. 34. A l'annexe II, chapitre 3, du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1. le point 5.7.1. est remplacé par la phrase suivante :

« Afin de garantir le repos des résidents, les toilettes et soins ne peuvent être réalisées pendant la nuit ou avant 7 heures du matin sauf en cas d'incident majeur ou pour des raisons médicales mentionnées dans le dossier individuel des soins. »

2. Il est créé un point 6.1.2. rédigé comme suit :

« 6.1.2. Le gestionnaire communique à l'administration une copie de l'autorisation de l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire. »

3. Le point 7.1. est complété par la phrase suivante :

« Celui-ci peut être consulté à tout moment par le résident ou son représentant qui peuvent en obtenir une copie au prix coûtant. »

4. Il est créé un point 7.1.0. rédigé comme suit :

« Préalablement à toute admission en maison de repos une concertation est établie entre le médecin traitant choisi par le résident ou sa famille, le directeur de la maison de repos et le cas échéant le médecin hospitalier. »

5. Le point 7.1.4. est complété par la phrase suivante :

« En cas d'hospitalisation comme en cas de changement d'établissement, une feuille de liaison multidisciplinaire accompagne le transfert du résident. »

Art. 35. A l'annexe II, chapitre 4, du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1. Au point 8.1.1.3. le membre de phrase « au minimum 20 heures de prestation par semaine » est remplacé par le membre de phrase « des prestations équivalentes au moins à un mi-temps. »

2. Le point 8.1.1.5. est complété par l'alinéa suivant :

« En cas d'absence de plus de deux mois, le gestionnaire doit désigner pour remplacer le directeur une personne ayant satisfait aux épreuves sanctionnant la formation visée au point 8.1.2. En cas de force majeure dûment prouvée auprès de l'administration, cette désignation ne doit se faire qu'au terme de 6 mois d'absence. »

3. Au point 8.2., l'alinéa 2, est complété par la phrase suivante :

« Les tâches qui lui sont confiées sont clairement stipulées dans le contrat ou dans l'acte de nomination. »

5. Les points 8.3.3. à 8.3.5. sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 8.3.3. Dans les maisons de repos de moins de 26 lits bénéficiant d'un titre de fonctionnement, un équivalent temps plein de personnel de soins est requis par tranche entamée de 7 lits.

En outre, au moins un membre du personnel porteur du diplôme de secouriste doit en permanence être présent et pouvoir répondre aux appels des résidents, de jour comme de nuit.

8.3.4. Dans les maisons de repos d'au moins 26 lits bénéficiant d'un titre de fonctionnement, 1,5 équivalents temps plein de personnel de soins est requis par tranche entamée de 10 lits.

En outre, au moins un membre du personnel de soins doit être présent de jour comme de nuit par tranche entamée de 75 lits.

Le personnel de soins doit en permanence disposer du temps requis pour répondre aux appels des résidents et effectuer des rondes.

8.3.5. Pour l'application des points 8.3.3. et 8.3.4., à défaut de mention contraire dans le règlement de travail, la nuit est définie comme la période s'étendant entre 20 heures et 6 heures.

Dans tous les cas, la nuit est une période continue de maximum 11 heures. »

6. Il est ajouté des points 8.3.6 et 8.3.7. rédigés comme suit :

« 8.3.6. Dans le cas où un membre du personnel est engagé pour des tâches relevant de plusieurs catégories du présent chapitre, le contrat de travail, la convention d'entreprise ou l'acte de nomination précise les heures consacrées à chacune des fonctions.

A défaut, l'établissement transmet une liste du personnel précisant l'affectation et le régime de travail de chaque membre du personnel, directeur compris.

8.3.7. Dans les maisons de repos implantées sur plusieurs sites, les normes relatives au personnel de soins sont applicables site par site ».

Art. 36. Au chapitre 5 de l'annexe II du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1. Le point 11 « De l'entretien, du chauffage, de l'éclairage et des ascenseurs » est déplacé en dessous de la première phrase du chapitre.

2. Au point 11.6., alinéa 1^{er}, le membre de phrase « ou tout autre moyen d'élévation compatible avec le respect des normes de sécurité incendie » est supprimé.

3. Au point 14.1., la troisième phrase est complétée par le texte suivant :

« et un système d'éclairage accessible du lit. »

4. Le point 15.5. est remplacé par la disposition suivante :

« Tout établissement comprenant des chambres communes doit disposer d'un local approprié pouvant servir de chambre mortuaire ou de morgue. »

Art. 37. A l'annexe II, chapitre 6 du même arrêté la première phrase du point 16.4. est remplacée par la phrase suivante :

« Une facture mensuelle détaillée, incluant la mention de l'intervention de l'INAMI, établit la balance des sommes dues et des recettes. »

Art. 38. A l'annexe II, chapitre 7 du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1. L'alinéa suivant est inséré entre le 2^e et le 3^e alinéa :

« Dans ce cadre, l'unité assure l'aménagement et la stimulation d'un rythme de vie normale au quotidien, des activités structurées et compréhensibles pour le patient, le maintien des relations sociales, l'entretien et la valorisation des capacités restantes. »

2. L'alinéa 3 est remplacé par la disposition suivante :

« La participation des résidents qui s'inspire de la dynamique des groupes restreints doit favoriser les liens avec la famille et l'entourage des résidents de telle manière à les impliquer dans le projet mené par l'unité. Cette participation doit également permettre la formation d'une communauté de vie homogène. »

3. L'alinéa 7 est remplacé par la disposition suivante :

« L'accès vers l'extérieur des résidents désorientés est sécurisé par un moyen technique approprié qui doit toutefois garantir une liberté de mouvement aux résidents. »

4. L'alinéa suivant est inséré entre le 7^e et le 8^e alinéa :

« La sécurisation des résidents désorientés passe aussi par un encadrement humain assuré par un personnel compétent qui fait preuve d'une grande capacité d'adaptation et d'un investissement important. »

Art. 39. Le chapitre 8 de l'annexe II du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

Chapitre 8. — De l'adaptation du prix d'hébergement.

Sans préjudice des dispositions fédérales réglementant les demandes de hausse de prix, la majoration du prix d'hébergement ne peut pas, sur une année civile, dépasser 5 % au-delà de l'indexation des prix à la consommation survenue depuis la dernière augmentation de prix.

La majoration de prix est notifiée aux résidents ou à leurs familles et à l'administration.

Elle entre en vigueur le trentième jour qui suit celui de sa notification.

Art. 40. A l'annexe III, chapitre 1^{er}, point 0.1., du même arrêté le nombre « 100 » est remplacé par le nombre « 50 » et il est ajouté l'alinéa suivant :

« Par dérogation à l'alinéa précédent, les résidences-services bénéficiant d'un titre de fonctionnement en activité à la date d'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 janvier 2004 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 décembre 1998 portant exécution du décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge peuvent conserver un nombre de logements supérieur à 50 ».

Art. 41. A l'annexe III, chapitre 2, du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1. le point 1.1.1. est supprimé.

2. Au point 1.6., alinéa 1^{er}, le membre de phrase « ou tout autre moyen d'élévation compatible avec les normes de sécurité incendie » est supprimé.

3. Au point 1.7., la partie de texte allant de « Chaque logement particulier » à « 35 m² » est remplacée par les alinéas suivants :

« 1.7. Pour chaque logement particulier visé à l'article 5, § 5, alinéa 1^{er}, du décret :

1^o l'espace cuisine est muni d'une hotte, d'un frigo et d'une cuisinière électrique;

2^o la salle de bains comprend un lavabo et une douche ou une baignoire adaptés aux besoins des résidents;

Le logement peut faire l'objet d'une dérogation quant à sa capacité d'occupation, pour autant que son aménagement offre la possibilité d'hébergement supplémentaire. Une telle dérogation est octroyée par l'administration.

La superficie minimale de chaque logement particulier est de 35 m². »

4. Il est ajouté les alinéas suivants au point 1.7. :

« Pour chaque logement particulier visé à l'article 30bis, du décret :

1^o l'espace cuisine est muni d'une hotte, d'un frigo et d'une cuisinière électrique;

2^o la salle de bains comprend un lavabo et une douche ou une baignoire adaptés aux besoins des résidents;

Dans les établissements visés à l'alinéa précédent, la superficie minimale habitable est fixée à 20 m² pour les logements qui hébergent au maximum une personne, et à 28 m² pour les logements qui hébergent au maximum deux personnes. »

Art. 42. A l'annexe III, chapitre 4, point 3.1.8.2., du même arrêté, il est ajouté les alinéas suivants :

« Tout préavis donné par le gestionnaire est dûment motivé. A défaut, le congé est censé ne pas avoir été donné.

Si le résident quitte l'établissement pendant la période de préavis donné par le gestionnaire, il n'est tenu à aucun préavis. »

Art. 43. A l'annexe III, chapitre 5, point 4.1. du même arrêté, les mots « maisons de repos » sont remplacés par le mot « résidences-services ».

Art. 44. Le chapitre 6 de l'annexe III du même arrêté est remplacé par le texte suivant :

« Chapitre 6. — De l'adaptation du prix d'hébergement

Sans préjudice des dispositions fédérales réglementant les demandes de hausse de prix, la majoration du prix d'hébergement ne peut pas, sur une année civile, dépasser 5 % au-delà de l'indexation des prix à la consommation survenue depuis la dernière augmentation de prix.

La majoration de prix est notifiée aux résidents ou à leurs familles et à l'administration.

Elle entre en vigueur le trentième jour qui suit celui de sa notification. »

Art. 45. A l'annexe IV, chapitre 2, du même arrêté, il est apporté les modifications suivantes :

1. Au point 1.1.1, il est ajouté l'alinéa suivant : « Le règlement d'ordre intérieur doit en outre prévoir une procédure relative aux éventuelles mesures de contention et/ou d'isolement dans le but de garantir la sécurité des personnes âgées désorientées, dans le respect de leur droit fondamental à une liberté de mouvement. »

2. Au point 1.2. et au point 1.3., les mots « à la maison de repos » sont remplacés par les mots « au centre d'accueil de jour ».

3. Au point 1.6. les mots « de la maison de repos ou de la maison de repos et de soins » sont remplacés par les mots « du centre d'accueil de jour ».

4. Au point 1.8., alinéa 2, premier tiret, le membre de phrase « et durant 7 h 30 m au minimum par jour » est remplacé par le membre de phrase « et au minimum entre 8 heures et 18 heures chaque jour ».

5. Le point 2.1.1. est remplacé par la disposition suivante :

« 2.1.1. Les conditions générales et particulières d'accueil, en ce compris :

1° les jours de présence et les horaires de chaque personne accueillie;

2° les modalités de collaboration avec les prestataires de soins et de services qui assurent la prise en charge de la personne à son domicile. »

6. Au point 2.1.4., il est ajouté l'alinéa suivant :

« Le repas de midi ne peut pas faire l'objet d'un supplément de prix. »

7. Au point 2.1.5.3., les alinéas suivants sont ajoutés :

« Tout préavis donné par le gestionnaire est dûment motivé. A défaut, le congé est censé ne pas avoir été donné.

Si le résident quitte l'établissement pendant la période de préavis donné par le gestionnaire, il n'est tenu à aucun préavis. »

8. Au point 4.1. le troisième tiret est remplacé par le texte suivant :

« — le numéro et tout renseignement relatif au titre de fonctionnement du centre d'accueil de jour et, s'il échet, tout renseignement relatif à un refus ou à une suspension d'un titre de fonctionnement, à un retrait d'agrément ainsi qu'à une fermeture. »

Art. 46. A l'annexe IV, chapitre 3, du même arrêté, la première phrase du point 6.1. est supprimée.

Art. 47. A l'annexe IV du même arrêté le chapitre 7 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Chapitre 7. — De l'adaptation du prix d'accueil

Sans préjudice des dispositions fédérales réglementant les demandes de hausse de prix, la majoration du prix d'accueil ne peut pas, sur une année civile, dépasser 5 % au-delà de l'indexation des prix à la consommation survenue depuis la dernière augmentation de prix.

La majoration de prix est notifiée aux personnes accueillies ou à leurs familles et à l'administration.

Elle entre en vigueur le trentième jour qui suit celui de sa notification. »

Art. 48. Les articles 2 et 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 mai 2003 établissant un programme d'implantation pour les lits de court séjour en maison de repos et portant des dispositions transitoires pour ce qui concerne les maisons de repos et les résidences-services sont abrogés.

Art. 49. A l'exception de son article 2, point 4, 11°, de son article 3, point 2, de son article 4, point 1, de son article 23, point 5, et de ses articles 25 et 27, le décret du 6 février 2003 modifiant le décret du 5 juin 1997 relatif aux maisons de repos, résidences-services et aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées et portant création du Conseil wallon du troisième âge entre en vigueur le jour de l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 50. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception de l'article 16 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2004, de l'article 35 point 2, qui entre en vigueur le 1^{er} octobre 2005 et de l'article 35, point 5, alinéa 3, formant le nouveau point 8.3.4. de l'annexe II qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 2005.

Art. 51. Le Ministre qui a la Politique du troisième âge dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 janvier 2004.

Le Ministre-Président,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,
Th. DETIENNE

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2004 — 1111

[2004/200841]

15 JANUARI 2004. — Besluit van de Waalse regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge » (Waalse raad voor de derde leeftijd)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge », gewijzigd bij het decreet van 6 februari 2003, inzonderheid op de artikelen 2, 2°, 10° en 11°, 4, 5, 6, 7, 13bis, 17, 18, 19, 22, 26 en 30;

Gelet op het decreet van 6 februari 2003 tot wijziging van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge », inzonderheid op artikel 28;

Gelet op het besluit van de Waalse regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge », gewijzigd bij de besluiten van de Waalse regering van 6 mei 1999, 13 januari 2000, 18 juli 2000, 11 januari 2001, 22 maart 2001, 7 maart 2002, 4 juli 2002 en 22 mei 2003, inzonderheid op de artikelen 2, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 14, 15, 18, 19, 20, 22, 32 en 34, alsmede op de bijlagen II, III et IV;

Gelet op het advies van de « Conseil wallon du troisième âge », gegeven op 28 augustus 2003;

Gelet op het advies nr. 36.011/4 van de Raad van State, uitgebracht op 10 december 2003;

Op de voordracht van de Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet een aangelegenheid bedoeld in artikel 128, § 1, van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 2 van het besluit van de Waalse regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge » worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. na het vierde streepje wordt de volgende tekst ingelast :

« — de afgevaardigd ambtenaar : de ambtenaren en hun plaatsvervangers aangewezen door de Minister om de bij het decreet of dit besluit bepaalde handelingen uit te voeren. »

2. Artikel 2 wordt aangevuld het volgende streepje :

« — functioneel geheel van een serviceflat : het architecturale geheel dat zich onderscheidt van elke andere eventueel op dezelfde site gebouwde structuur en dat ondanks een mogelijke gemeenschappelijke straatingang uitgerust is met specifieke horizontale en verticale verkeerswegen waardoor de bewoners een vlotte en de personen met beperkte beweeglijkheid een veilige en hindernisloze toegang krijgen tot de gemeenschappelijke lokalen en uitrustingen. Deze bepaling is van toepassing op elk principeverzoek ingediend vanaf 1 januari 2005. »

Art. 3. Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 4. § 1. In afwijking van artikel 27, 1°, van het decreet van 6 februari 2003 tot wijziging van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge », de bedden die gerecupereerd zullen worden :

1° tot 31 december 2007 overeenkomstig artikel 13 van het decreet;

2° overeenkomstig artikel 30, eerste lid, van het decreet en herverdeeld zullen worden over de sector waar ze vandaan komen, zonder rekening te houden met de programmatie per administratief arrondissement.

§ 2. Er wordt een specifiek vestigingsprogramma opgesteld voor de rustoordbedden bestemd voor kort verblijf.

Dat programma voorziet op het grondgebied van het Franse taalgebied in 7,8 bedden per tienduizend inwoners van minimum zestig jaar.

Dat programma wordt per arrondissement uitgevoerd opdat geen enkel arrondissement over minder dan 5 en meer dan tien bedden per tienduizend inwoners van minimum zestig jaar zou beschikken.

In dat programma is minimum 29 % van de bedden bestemd voor de openbare sector, minimum 21 % voor de niet winstgevende particuliere sector en maximum 50 % voor de winstgevende particuliere sector.

Geen enkel rustoord mag in aanmerking komen voor een aantal bedden voor kortverblijf hoger dan het aantal bedden gelijk aan 10 % van de capaciteit waarin de werkingsvergunning voorziet, afgerond naar boven. Als het rustoord een erkenning geniet op verschillende sites, mag het aantal bedden voor kortverblijf bovendien niet hoger zijn dan 20 % van de totale capaciteit van bedoelde site.

In afwijking van het vorige lid kunnen de beheerders van rustoorden van dezelfde sector die op maximum 10 km wegfstand van elkaar gelegen zijn in dezelfde gemeente of in gemeenten van hetzelfde administratief arrondissement, een overeenkomst sluiten waarbij één of meer van hen voor één of verschillende rustoorden verzoeken om één of meer principeakkoorden gelijk aan maximum 10 % van het totaal aantal bedden dat vastligt in de werkingsvergunningen van betrokken rustoorden, afgerond naar boven.

De enige beheerder van verschillende rustoorden mag onder de voorwaarden bedoeld in het vorige lid eveneens verzoeken om één of meer principeakkoorden voor maximum 10 % van het aantal bedden dat vastligt de werkingsvergunningen van zijn rustoorden, afgerond naar boven.

In de gevallen bedoeld in de twee vorige leden mag het aantal bedden voor kortverblijf voor dezelfde site niet hoger zijn dan 20 % van de totale capaciteit die vastligt in de werkingsvergunning van het rustoord waar ze openomen worden.

§ 3. Het kort verblijf in een rustoord duurt maximum drie maanden per kalenderjaar. »

Art. 4. Artikel 5 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 5. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 6. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. het tweede streepje leidt de volgende bepaling in :

« Een gedetailleerde beschrijving van het geplande gebouw en van de omgeving ervan, vergezeld van een schets ter bevestiging van de wil om te voldoen aan de normen inzake de erkenning en de opvangcapaciteit van het gebouw, alsook van de toegankelijkheid ervan voor gehandicapte personen. »

2. Het derde streepje leidt de volgende tekst in :

« Een omschrijving van het institutionele levensproject van de inrichting als het gaat om een rustoord.

De omschrijving slaat op de verschillende punten van de minimale inhoud van het institutionele levensproject bedoeld in artikel 12, tweede lid. »

3. Er wordt een vierde streepje toegevoegd dat de volgende zin inleidt :

« — Het door de aanvrager geleverde bewijs dat hij vanwege zijn statuut ressorteert onder de openbare sector, de niet winstgevende particuliere sector of de winstgevende particuliere sector waaronder hij beweert te ressorteren. »

Art. 7. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. het tweede lid wordt vervangen als volgt :

« De raad geeft binnen drie maanden advies aan de Minister, die zich binnen de maand uitsprekt. De Minister kan evenwel binnen een maximumtermijn van zes maanden beslissen als het aantal beschikbare bedden ontoereikend is. In dat geval wordt de verlenging van de termijn aan de aanvrager meegegeed binnen tien dagen na het verstrijken van de aanvankelijke termijn. »

2. Artikel 8 wordt aangevuld met een derde en een vierde lid, luidend als volgt :

« De gelijkwaardige criteria voor de bepaling van een voorrangorde inzake toekenning van de principeakkoorden zijn de volgende :

1° uitbreiding van een rustoord om de minimale leefbaarheids capaciteit te halen rekening houdende met de investeringen die verwezenlijkt moeten worden om aan de normen te voldoen;

2° kwaliteit van het institutionele levensproject;

3° geografische indeling om een opname dichtbij huis mogelijk te maken.

Om in aanmerking te komen voor de criteria bedoeld in het vorige lid, 1° en 2°, laat de aanvrager van een principeakkoord zijn dossier vergezeld gaan van elk bewijsstuk op grond waarvan de relevantie van zijn project aan het licht van die criteria beoordeeld kan worden. »

Art. 8. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel *8bis*, luidend als volgt :

« Art. *8bis*. § 1. In de gevallen bedoeld in artikel 4, § 2, tiende lid, van het decreet richt de beheerder uiterlijk zes maanden vóór het verstrijken van het principeakkoord een memorie aan de administratie ter rechtvaardiging van de noodzaak om het principeakkoord met meer dan drie jaar te verlengen.

§ 2. De memorie bevat hoe dan ook de volgende gegevens :

1° de administratieve stappen ondernomen sinds de toekenning van het principeakkoord;

2° een lijst van de resultaten verkregen na die stappen en de desbetreffende stukken;

3° de lijst van de nog te ondernemen stappen en de schatting van de termijnen waarin ze ondernomen en tot een goed einde gebracht zullen worden;

4° de redenen waarom de termijn van drie jaar niet in acht kan worden genomen;

5° de geschatte datum voor de inwerkingstelling.

De administratieve stappen bedoeld in het vorige lid betreffen o.a. de adviezen of de voorafgaande toelatingen vereist in het kader van de betutteling, de aanvragen om infrastructuurtoelagen, de aanvragen om stedenbouwkundige vergunningen.

§ 3. Als de aanvraag niet vergezeld gaat van alle bewijsstukken of van alle gegevens bedoeld in § 2, wordt de aanvrager binnen de maand verwittigd. In dat geval heeft de aanvrager een maand tijd om de ontbrekende stukken of gegevens te verstrekken. Bij gebreke daarvan wordt de aanvraag geacht onontvankelijk te zijn.

§ 4. De Minister doet uitspraak binnen een termijn van twee maanden, te rekenen van de datum waarop de aanvraag onontvankelijk is. »

Art. 9. Artikel 9, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met het volgende zinsdeel :

« in de gevallen waarin artikel 4, § 2, laatste lid, van het decreet voorziet in een administratief beroep. »

Art. 10. In artikel 12 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. het eerste lid wordt aangevuld met de volgende drie streepjes :

« — het institutionele levensproject als het om een rustoord gaat;

— de overeenkomst tussen de beheerder en de bewoner conform de bijlagen II, III of IV;

— het huishoudelijk reglement conform de bijlagen II, III of IV. »

2. Tussen het eerste en het tweede lid wordt een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

« Het institutionele levensproject bedoeld in het eerste lid, 7e streepje, bevat hoe dan ook :

1° de bepalingen i.v.m. het onthaal van de bewoners, genomen met het oog op het respect van hun persoonlijkheid, op de verzachting van de breuk die ze samen met hun gezin bij hun opneming ondervinden en op de opsporing van de elementen op grond waarvan tijdens het verblijf de nadruk gelegd kan worden op hun bekwaamheden en verlangens;

2° de bepalingen i.v.m. het verblijf waarbij de bewoners een levenskader kunnen terugvinden dat zo dicht mogelijk aanleunt bij hun gezinskader, namelijk door ze aan te zetten tot deelname in de beslissingen betreffende het gemeenschappelijk leven en door het ontwikkelen van bezigheids-, relationele en culturele activiteiten zodat het rustoord zich kan openstellen voor de buitenwereld;

3° de bepalingen i.v.m. de organisatie van de zorgverlening en de hotelwezendiensten om de bewoners autonomie en tegelijkertijd welzijn, levenskwaliteit en waardigheid te waarborgen;

4° de bepalingen houdende organisatie van ploegwerk in een interdisciplinaire geest en in een kader van permanente vorming waarbij het personeel in zijn handelingen en woorden respect moet tonen voor de persoon en de individualiteit van de bewoner en waarbij aan bedoeld personeel o.a. inzake tijd middelen worden verschaft met het oog op een vlottere inzameling en overdracht van de opmerkingen die de doelstellingen van het levensproject helpen halen;

5° de bepalingen i.v.m. een deelname van de bewoners, elk volgens zijn bekwaamheden, om dialoog te bevorderen, suggesties in ontvangst te nemen, in team de verwezenlijking evalueren van de doelstellingen vervat in het institutionele levensproject en activiteiten aanbieden die ieders verwachtingen inlossen. »

Art. 11. Artikel 14 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 12. Artikel 15 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 15. Als de aanvraag niet vergezeld gaat van alle stukken of gegevens bedoeld in de artikelen 12 en 13, wordt de aanvrager verwittigd binnen de maand. »

Art. 13. Artikel 18 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« In de gevallen bedoeld in artikel 7, derde lid, van het decreet kan de tijdelijke werkingsvergunning verlengd worden op vertoon van een veiligheidsattest afgegeven door de burgemeester overeenkomstig het model opgenomen in aanhangsel 1 bij bijlage I; ze is beperkt in de tijd en geeft aan dat de vereiste veiligheidswerken binnen de voorgeschreven uitgevoerd zullen worden. »

Art. 14. In artikel 19 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid worden de woorden « of niet te verlengen » geschrapt en worden de woorden « of de voorlopige werkingsmachtiging in te trekken » vervangen door « of de voorlopige werkingsvergunning op te schorten. »

2. Er wordt een negende lid toegevoegd, luidend als volgt :

« In geval van opschorting van een werkingsvergunning kan de beheerder verzoeken om de opheffing van de opschorting als hij acht dat de redenen die de sanctie rechtvaardigen niet meer bestaan. Het verzoek, dat aan de administratie gericht wordt, gaat vergezeld van bewijsstukken en de inrichting wordt zo spoedig mogelijk aan een inspectie onderworpen. De Minister beslist binnen de maand na ontvangst van het verzoek. »

Art. 15. In artikel 20, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden « of niet te verlengen » geschrapt en worden de woorden « of de voorlopige werkingsmachtiging in te trekken » vervangen door de woorden « of de voorlopige werkingsvergunning op te schorten ».

Art. 16. In hetzelfde besluit wordt na artikel 21 een hoofdstuk *Vbis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk *Vbis*. Vermindering van de capaciteit van de rustoorden vastgelegd in de werkingsvergunning.

Art. 21*bis*. § 1. In de zin van dit besluit wordt verstaan onder :

1° referentiejaar : het jaar dat voorafgaat aan het jaar in de loop waarvan de lijst van het aantal gefactureerde dagen overgemaakt moet worden en waarop de lijst betrekking heeft;

2° oorspronkelijke werkingsvergunning : werkingsvergunning van kracht op 1 januari van het jaar vóór het referentiejaar.

§ 2. Elke beheerder van een rustoord die over een werkingsvergunning beschikt, bezorgt de administratie jaarlijks uiterlijk 31 januari een maandelijks overzicht van het aantal verblijfdagen gefactureerd tijdens het referentiejaar.

In afwijking van het vorige lid wordt het maandelijks overzicht van het aantal verblijfdagen dat tijdens het referentiejaar gefactureerd wordt, uiterlijk 30 april 2004 aan de administratie overgemaakt.

Als het gemiddelde bezettingspercentage van het referentiejaar op basis van dat document meer dan 10 % lager is dan de maximale capaciteit die in de oorspronkelijke werkingsvergunning vastligt, vermindert de Minister de maximale capaciteit tot het gemiddelde bezettingspercentage van het referentiejaar, vermeerderd met 10 %, onverminderd de capaciteitsverhogingen toegestaan na de datum van de oorspronkelijke werkingsvergunning.

Voor de toepassing van het vorige lid wordt de maximale capaciteit die in de oorspronkelijke werkingsvergunning vastligt vermindert met het aantal bedden dat tijdens het referentiejaar tijdelijk buiten gebruik is :

1° wegens overmacht;

2° om het opstarten of voortzetten van werken toe te laten :

— die nodig zijn om te voldoen aan de veiligheidsnormen of aan de normen bedoeld in bijlage II;

— die nodig zijn om het comfort van de inrichting te verbeteren;

— om de reële capaciteit van de inrichting te verhogen.

De aantallen verkregen voor de toepassing van deze paragraaf worden naar boven afgerond als de decimaal gelijk is aan vijf of meer of naar beneden afgerond als de decimaal kleiner is dan vijf.

§ 3. Als de lijst niet binnen de voorgeschreven termijn verzonden wordt of in geval van valse aangifte organiseert de administratie een inspectie om de nieuwe capaciteit van de inrichting overeenkomstig de bepalingen van § 2 vast te leggen, onverminderd een eventuele toepassing van artikel 13 van het decreet en van artikel 19 van dit besluit.

§ 4. Het beroep tegen een besluit tot vermindering van de capaciteit van de werkingsvergunning wordt bij aangetekend schrijven aan de Minister gericht binnen een maand na de kennisgeving van het betwiste besluit. De Minister legt het beroep aan de Regering voor.

Het beroep vermeldt :

1° de naam, de hoedanigheid, het adres of de zetel van de verzoekende partij;

2° het voorwerp van het beroep en een uiteenzetting van de feiten en middelen.

Het beroep gaat vergezeld van een afschrift van het betwiste besluit.

De Regering doet uitspraak binnen een termijn van twee maanden, te rekenen van de datum van de indiening van het beroep.

De Minister geeft de beheerder kennis van het besluit van de Regering. »

Art. 17. In het opschrift van hoofdstuk VI van hetzelfde besluit worden de woorden « om dringende redenen » geschrapt.

Art. 18. Artikel 22 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 22. § 1. Als de administratie in de gevallen bedoeld in artikel 22, § 1, van het decreet, een voorstel tot sluiting van een rustoord, serviceflat of dagcentrum aan de Minister voorlegt, bezorgt het hem een verslag ter rechtvaardiging van de sluiting, een recent inspectieverslag en, in voorkomend geval, alle andere nuttige gegevens en documenten.

§ 2. Als de administratie in de gevallen bedoeld in artikel 22, § 2, van het decreet, een voorstel tot sluiting van een rustoord, serviceflat of dagcentrum formuleert, geeft ze de beheerder daar kennis van.

De administratie informeert hem ook dat hij met ingang van de datum van ontvangst van de kennisgeving over vijftien dagen beschikt om zijn geschreven opmerkingen in te dienen.

De afgevaardigd ambtenaar vult het dossier aan met de geschreven opmerkingen van de beheerder.

Hij roept vervolgens de beheerder op bij ter post aangetekend schrijven of d.m.v. een schrijven afgegeven tegen ontvangstbewijs, waarin de plaats en het uur van het verhoor worden vermeld.

De oproeping vermeldt de mogelijkheid om zich door een raadsman te laten bijstaan.

Als de beheerder weigert te verschijnen of zijn verweermiddelen te laten gelden, wordt zijn weigering in het proces-verbaal van verhoor opgenomen.

Het dossier wordt naar de beheerder gestuurd, eventueel met de bijkomende nuttige gegevens en stukken en met het proces-verbaal van verhoor.

De beheerder beschikt over 15 dagen om zijn geschreven opmerkingen te laten gelden vóór de verzending van het dossier naar de Minister, die zal beslissen.

Art. 19. In artikel 32 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. punt 2° wordt vervangen als volgt :

« 2° De wegfstand tussen de verschillende sites mag niet meer dan 10 km bedragen. »

2. punt 5° wordt vervangen als volgt :

« 5° Minstens één verzorgend personeelslid bedoeld in punt 8.3 van bijlage II moet 24 uur op 24 aanwezig zijn op elke site. »

Art. 20. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt in de huidige opstelling ervan opgeheven.

Art. 21. In hetzelfde besluit wordt na artikel 33 een hoofdstuk *XIIbis* ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk *XIIbis*. Secretariaat van de « Conseil wallon du troisième âge » en bureau ervan.

Art. 34. Het secretariaat van de « Conseil wallon du troisième âge » en van het bureau ervan wordt waargenomen door de administratie, die daartoe een ambtenaar afvaardigt. »

Art. 22. In hetzelfde besluit wordt na artikel 34 een hoofdstuk *XIIter* ingevoegd, luidend als volgt :

« Hoofdstuk *XIIter*. Deelname en behandeling van de suggesties en klachten van de bewoners

Art. 34*bis*. De Raad van bewoners vergadert minstens één keer per kwartaal.

Voor elke vergadering van de Raad van bewoners wordt een verslag opgesteld. Dat verslag wordt bekendgemaakt op het aanplakbord en ligt ter inzage van de bewoners, hun gezinsleden of hun vertegenwoordiger en van de ambtenaren belast met de inspectie.

Art. 34*ter*. Suggesties, opmerkingen of klachten kunnen door de bewoner, zijn vertegenwoordiger of zijn gezin opgenomen worden in een door de inrichting ter beschikking gestelde register. De klagende partij wordt in kennis gesteld van het gevolg dat aan zijn klacht wordt gegeven. Bovenbedoeld register wordt één keer per kwartaal op gewoon verzoek van de Raad van bewoners overgelegd. »

Art. 23. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een artikel 39*bis*, luidend als volgt :

« Art. 39*bis*. De inrichtingen bedoeld in artikel 2, 2^o, vierde lid, *b*, van het decreet die niet als serviceflats beschouwd wenselijk te worden, richten hun dossier bij aangetekend schrijven aan de Minister.

Het dossier bevat hoe dan ook de volgende gegevens :

1^o de statuten van de inrichting;

2^o het bewijs d.m.v. elk bewijsstuk dat de inrichting in werking was vóór 6 februari 1999;

3^o de uitvoerige lijst van de geboden diensten.

De administratie voert binnen de maand van de aanvraag een inspectie van de inrichting uit en stelt een verslag op dat ze naar de Minister stuurt.

Dat verslag betreft de graad van autonomie van de bewoners, de kwaliteit van de privé woningen en van de geboden diensten.

De Minister beslist binnen drie maanden over het verzoek om vrijstelling. »

Art. 24. In bijlage II, hoofdstuk 1, punt 01, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. de eerste zin wordt vervangen als volgt :

« Geen enkel rustoord kan een erkenning verkrijgen voor minder dan 26 of meer dan 150 bedden, waarbij dat maximumaantal geen rekening houdt met de bedden voor kort verblijf. »

2. Er wordt een lid toegevoegd, luidend als volgt :

« De rustoord die in aanmerking komen voor een principeakkoord of een werkingsvergunning op basis van de normen die toepasselijk zijn vóór de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse regering van 15 januari 2004 tot wijziging van het besluit van de Waalse regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoord, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge », mogen evenwel over meer dan 150 bedden beschikken. »

Art. 25. In bijlage II, hoofdstuk 2, punt 1.1, bij hetzelfde besluit wordt tussen het tweede en het derde lid het volgende lid ingevoegd :

« Het huishoudelijk reglement voorziet bovendien in een procedure inzake eventuele bedwingings- en/of isoleringsmaatregelen om de veiligheid van de gedesoriënteerde bejaarde personen te waarborgen, met inachtneming van hun grondwettelijk recht op bewegingsvrijheid. »

Art. 26. In bijlage II, hoofdstuk 2, punt 2.1.2, bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. in het eerste lid wordt het getal « 6 » vervangen door het getal « 10 »;

2. het zinsdeel « en in elke kamer met het nummer ervan aangeplakt » geschrapt;

3. in het tweede lid, 18^e streepje, wordt het volgende zinsdeel toegevoegd : « de vervangende maaltijden worden slechts in aanmerking genomen naar rato van de prijs van een normale maaltijd. »

4. het tweede lid wordt aangevuld als volgt :

« — de bevoorrading, het beheer, de opslag en de distributie van de medicijnen, onverminderd de vrije keuze van de apotheker voor de bewoner;

— het ter beschikking stellen van een toiletstoel als de toestand van de bewoner het vereist;

— het meubilair zoals beschreven in punt 14 van bijlage II, de eventuele terbeschikkingstelling van een medisch uitgerust bed, materieel om het meubilair aan te passen aan de gezondheidstoestand van de bewoner (optrekbeugel, bedsteun, matras...) en bedwingingsmaterieel;

— de belastingen en heffingen betreffende de inrichting;

— de kosten voor onderhoud, poetsen en herstellingen veroorzaakt door gewone slijtage, ten gevolge van het vertrek van de bewoner;

— het wassen en strijken van niet persoonlijk wasgoed;

— onbepaalde terbeschikkingstelling van drinkwater. »

Art. 27. In bijlage II, hoofdstuk 2, punt 2.1.4., bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. punt 2.1.4.1. wordt aangevuld met het volgende lid :

« Alleen de goederen en diensten die de bewoner of diens vertegenwoordiger vrij kiest kunnen het voorwerp zijn van een toeslag. »

2. Punt 2.1.4.2. wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het bedrag dat de bewoner opgelegd wordt mag niet hoger zijn dan de tegemoetkoming die het RIZIV voor hem aan de inrichting zou storten. »

Art. 28. In bijlage II, hoofdstuk 2, punt 2.1.9., worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. tussen het tweede en het derde lid van punt 2.1.9.3 worden de volgende leden ingevoegd :

« Elke vooropzeg gegeven door de beheerder wordt behoorlijk gemotiveerd. Bij gebreke daarvan gaat men ervan uit dat de vooropzeg niet gegeven werd.

Indien de bewoner de inrichting verlaat tijdens de door de beheerder vermelde vooropzegperiode, dient hij geen vooropzeg te presteren. »

2. In punt 2.1.9.3., laatste lid, wordt het zinsdeel « bedoeld in artikel 5, § 2, laatste lid, van het decreet » vervangen door het zinsdeel « bedoeld in artikel 2, 11^o, van het decreet ».

Art. 29. Er wordt een punt 2.1.11. toegevoegd, luidend als volgt :

« 2.1.11. De korting die eventueel door de apotheker wordt toegestaan, wordt terugbetaald aan de bewoner. »

Art. 30. In bijlage II, hoofdstuk 2, bij hetzelfde besluit, wordt punt 2.3. vervangen als volgt :

« 2.3. De overeenkomst vermeldt de termijn waarover de bewoner of zijn vertegenwoordiger beschikt om de facturen te betwisten. Die termijn bedraagt maximum één maand vanaf de datum van ontvangst van de factuur. »

Art. 31. In bijlage II, hoofdstuk 2, bij hetzelfde besluit wordt punt 3.2.11. vervangen als volgt :

« 3.2.11. Het ontvangbewijs bedoeld in punt 1.7., derde lid, van deze bijlage. »

Art. 32. In bijlage II, hoofdstuk 2, punt 4, bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1. het opschrift wordt vervangen als volgt :

« 4. Aanplakking van informatie ».

2. De inleidende zin van punt 4.1. wordt vervangen als volgt :

« De gegevens over onderstaande punten worden aangeplakt op de meest geschikte plaats, al naar gelang het publiek waarvoor ze bestemd zijn. »

3. In punt 4.1. wordt het derde streepje vervangen als volgt :

« — het nummer en elk gegeven betreffende de werkingsvergunning van het rustoord en, in voorkomend geval, elk gegeven betreffende een weigering of een opschorting van werkingsvergunning, een intrekking van erkenning alsmede een sluiting. »

Art. 33. In bijlage II, hoofdstuk 2, wordt een punt *4bis* toegevoegd, luidend als volgt :

« *4bis.* Institutioneel levensproject.

Op basis van het institutionele levensproject bepaalt elke werkploeg operationele doelstellingen in zijn dagelijkse praktijk, alsook indicatoren om ze te evalueren.

Het institutionele levensproject wordt jaarlijks geëvalueerd door alle actoren van de inrichting, met name de beheerder, de directeur, het personeel en de raad van bewoners.

Het institutionele levensproject wordt in voorkomend geval bijgestuurd. »

Art. 34. In bijlage II, hoofdstuk 3, bij hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. punt 5.7.1. wordt vervangen als volgt :

« Om de rust van de bewoners te waarborgen mag 's nachts of vóór 7 uur 's morgens niet verzorgd worden, behalve in geval van ernstig incident of om medische redenen vermeld in het individuele medisch dossier. »

2. Er wordt een punt 6.1.2 toegevoegd, luidend als volgt :

« 6.1.2. De beheerder bezorgt de administratie een afschrift van de vergunning van het Federaal agentschap voor de veiligheid van de voedselketen. »

3. Punt 7.1. wordt aangevuld als volgt :

« Dat dossier ligt ter inzage van de bewoner of zijn vertegenwoordiger. Een afschrift van het dossier is verkrijgbaar tegen betaling van de kostprijs. »

4. Er wordt een punt 7.1.0 toegevoegd, luidend als volgt :

« Elke opname in een rustoord is het voorwerp van een overleg tussen de door de bewoner of diens gezin gekozen huisarts, de directeur van het rustoord en, in voorkomend geval, de ziekenhuisarts. »

5. Punt 7.1.4. wordt aangevuld als volgt :

« Bij een ziekenhuisopname of bij verandering van inrichting, gaat de overplaatsing van de bewoner vergezeld van een multidisciplinair verbindingsblad. »

Art. 35. In bijlage II, hoofdstuk 4, bij hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. in punt 8.1.1.3. wordt het zinsdeel « die minstens 20 uur per week werkt » vervangen door het zinsdeel « die minstens halftijds werkt ».

2. Punt 8.1.1.5. wordt aangevuld met het volgende lid :

« In geval van een afwezigheid van meer dan twee maanden wijst de beheerder ter vervanging van de directeur een persoon aan die geslaagd is voor de proeven die de in punt 8.1.2 bedoelde opleiding afsluiten. In geval van overmacht, die behoorlijk bewezen dient te worden bij de administratie, wordt pas na 6 maanden afwezigheid in de vervanging voorzien. »

3. In punt 8.2. wordt het tweede lid aangevuld als volgt :

« De taken die hen toevertrouwd worden, worden duidelijk omschreven in de overeenkomst of in de benoemingsakte. »

4. De punten 8.3.3. tot 8.3.5. worden vervangen als volgt :

« 8.3.3. In de rustoorden met minder dan 26 bedden die over een werkingsvergunning beschikken, wordt een voltijds equivalent verzorgend personeelslid vereist per aangesneden tranche van zeven bedden.

Bovendien moet minstens één personeelslid met een diploma eerste hulp bij ongeval dag en nacht aanwezig zijn om de oproepen van de bewoners te beantwoorden.

8.3.4. In de rustoorden met minder dan 26 bedden die over een werkingsvergunning beschikken, wordt 1,5 voltijds equivalent verzorgend personeel vereist per aangesneden tranche van tien bedden.

Bovendien moet minstens één verzorgend personeelslid dag en nacht aanwezig zijn per aangesneden tranche van 75 bedden.

Het verzorgend personeel moet constant over de vereiste tijd beschikken om de oproepen van de bewoners te beantwoorden en rondes te kunnen maken.

8.3.5. Voor de toepassing van de punten 8.3.3. en 8.3.4. is de nacht de periode tussen 20 uur en 6 uur, behoudens andersluidende bepalingen in het huishoudelijk reglement.

De nacht is hoe dan ook een doorlopende periode van maximum 11 uren. »

5. De punten 8.3.6. en 8.3.7. worden toegevoegd, luidend als volgt :

« 8.3.6. Als het personeelslid in dienst genomen wordt voor taken uit de verschillende categorieën van dit hoofdstuk, vermeldt de arbeidsovereenkomst, de ondernemingsovereenkomst of de benoemingsakte het aantal uren besteed aan elke functie.

Bij gebreke daarvan verstrekt de inrichting een personeelslijst met de affectatie en het arbeidstelsel van elk personeelslid, directeur inbegrepen.

8.3.7. Als de rustoorden op verschillende sites gelegen zijn, zijn de normen betreffende het verzorgend personeel van toepassing op elke site. »

Art. 36. In bijlage II, hoofdstuk 5, bij hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. punt 11 « Onderhoud, verwarming, verlichting en liften » komt na de eerste zin van het hoofdstuk.

2. In punt 11.6., eerste lid, wordt het zinsdeel « of elk ander hefmiddel dat de brandveiligheidsnormen in acht neemt » geschrapt.

3. In punt 14.1. wordt de derde zin aangevuld als volgt :

« en een verlichtingssysteem bereikbaar vanuit het bed ».

4. Punt 15.5. wordt vervangen als volgt :

« Elke inrichting met gemeenschappelijke kamers beschikt over een geschikt lokaal dat als sterf- of lijkkamer kan dienen. »

Art. 37. In bijlage II, hoofdstuk 6, bij hetzelfde besluit wordt de eerste zin van punt 16.4. vervangen als volgt :

« Een gedetailleerde maandelijkse factuur, met opgave van de tegemoetkoming van het RIZIV, vermeldt de balans van de verschuldigde bedragen en van de ontvangsten. »

Art. 38. In bijlage II, hoofdstuk 7, bij hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. tussen het tweede en het derde lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« In dat kader zorgt de eenheid voor de inrichting en de bevordering van een normaal dagelijks leven, gestructureerde activiteiten die verstaanbaar zijn voor de patiënt, het behoud van sociale relaties, het onderhoud en de valorisatie van de resterende capaciteiten. »

2. Het derde lid wordt vervangen als volgt :

« De deelname van de bewoners, gebaseerd op de dynamiek van beperkte groepen, moet de banden met hun gezin en omgeving aanhalen om hen bij het project van de eenheid te betrekken. De deelname moet ook een homogene levensgemeenschap mogelijk kunnen maken. »

3. Het zevende lid wordt vervangen als volgt :

« De toegang naar buiten voor gedesoriënteerde bewoners wordt veilig gesteld met een geschikt technisch middel, dat de bewoners evenwel bewegingsvrijheid moet garanderen. »

4. Tussen het zevende en het achtste lid wordt het volgende lid ingevoegd :

« De beveiliging van gedesoriënteerde bewoners vereist ook een menselijke begeleiding door bevoegd personeel, dat het bewijs levert van een groot aanpassings- en inzetvermogen. »

Art. 39. In bijlage II bij hetzelfde besluit wordt hoofdstuk 8 vervangen als volgt :

« Hoofdstuk 8. — Aanpassing van de huisvestingsprijs

Onverminderd de federale bepalingen tot regeling van de aanvragen om prijsstijging, mag de verhoging van de huisvestingsprijs over één kalenderjaar in geen geval 5 % hoger zijn dan de indexering van de consumptieprijzen sinds de laatste prijsverhoging.

De prijsverhoging wordt meegedeeld aan de bewoners of hun gezin en aan de administratie. Ze treedt in werking op de dertigste dag na de mededeling. »

Art. 40. In bijlage III, hoofdstuk I, punt 0.1., bij hetzelfde besluit wordt het getal « 100 » vervangen door het getal « 50 » en wordt het volgende lid toegevoegd :

« In afwijking van het vorige lid, mogen de service-flats die over een werkingsvergunning beschikken en actief zijn op de datum van de inwerkingtreding van het besluit van de Waalse regering van 15 januari 2004 tot wijziging van het besluit van de Waalse regering van 3 december 1998 tot uitvoering van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge », meer dan 50 woningen behouden. »

Art. 41. In bijlage III, hoofdstuk 2, bij hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. punt 1.1.1. wordt geschrapt.

2. In punt 1.6., eerste lid, wordt het zinsdeel « of elk ander hefmiddel dat de brandveiligheidsnormen in acht neemt » geschrapt.

3. In punt 1.7. wordt het tekstgedeelte tussen « Elke individuele woning » tot « 35 m² » vervangen als volgt :

« 1.7. In elke individuele woning bedoeld in artikel 5, § 5, eerste lid, van het decreet :

1° is de keukenruimte uitgerust met een afzuigkap, een koelkast en een elektrisch fornuis;

2° is de badkamer uitgerust met een wastafel, een douche of een bad aangepast aan de behoeften van de bewoners;

Er kan afgeweken worden van de bezettingscapaciteit van de woning als ze na herinrichting een bijkomende huisvestingsmogelijkheid biedt. Die afwijking wordt door de administratie toegestaan.

De minimale oppervlakte van elke individuele woning bedraagt 35 m². »

4. Punt 1.7. wordt aangevuld met de volgende leden :

In elke individuele woning bedoeld in artikel 30bis van het decreet :

1° is de keukenruimte uitgerust met een afzuigkap, een koelkast en een elektrisch fornuis;

2° is de badkamer uitgerust met een wastafel, een douche of een bad aangepast aan de behoeften van de bewoners.

In de inrichtingen bedoeld in het vorige lid wordt de bewoonbare minimumoppervlakte vastgelegd op 20 m² voor woningen die maximum één persoon huisvesten en op 28 m² voor woningen die maximum twee personen huisvesten. »

Art. 42. In bijlage III, hoofdstuk 4, punt 3.1.8.2., bij hetzelfde besluit worden de volgende leden toegevoegd :

« Elke vooropzeg gegeven door de beheerder wordt behoorlijk gemotiveerd. Bij gebreke daarvan gaat men ervan uit dat de vooropzeg niet gegeven werd.

Indien de bewoner de inrichting verlaat tijdens de periode van de door de beheerder gegeven vooropzeg, dient hij geen vooropzeg te presteren. »

Art. 43. In bijlage III, hoofdstuk 5, punt 4.1., bij hetzelfde besluit worden het woord « rustoorden » vervangen door het woord « serviceflats ».

Art. 44. In bijlage III bij hetzelfde besluit wordt hoofdstuk 6 vervangen als volgt :

« Hoofdstuk 6. — Aanpassing van de huisvestingsprijs

Onverminderd de federale bepalingen tot regeling van de aanvragen om prijsstijging, mag de verhoging van de huisvestingsprijs over één kalenderjaar in geen geval 5 % hoger zijn dan de indexering van de consumptieprijzen sinds de laatste prijsverhoging.

De prijsverhoging wordt meegedeeld aan de bewoners of hun gezin en aan de administratie. Ze treedt in werking op de dertigste dag na de mededeling. »

Art. 45. In bijlage IV, hoofdstuk 2, bij hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1. punt 1.1.1. wordt aangevuld met het volgende lid :

« Het huishoudelijk reglement voorziet bovendien in een procedure inzake eventuele bedwingings- en/of isoleringsmaatregelen om de veiligheid van de gedesoriënteerde bejaarde personen te waarborgen, met inachtneming van hun grondwettelijk recht op bewegingsvrijheid. »

2. In punt 1.2. en in punt 1.3. worden de woorden « in het rustoord » vervangen door de woorden « in het dagcentrum ».

3. In punt 1.6. worden de woorden « van het rust- en verzorgingshuis » vervangen door de woorden « van het dagcentrum ».

4. In punt 1.8., tweede lid, eerste streepje, wordt het zinsdeel « en dit minimum 7 u. 30 m. per dag » vervangen door het zinsdeel « hoe dan ook dagelijks tussen 8 uur en 18 uur ».

5. Punt 2.1.1. wordt vervangen als volgt :

« de algemene en bijzondere opvangvoorwaarden, met inbegrip van :

1° de dagen aanwezigheid en de uurrooster van elke opvang;

2° de samenwerkingsmodaliteiten met de zorg- en dienstenverstrekkers die de persoon thuis verzorgen. »

6. Punt 2.1.4. wordt aangevuld met het volgende lid :

« Er mag geen toeslag aangerekend worden voor de middagmaaltijd ».

7. Punt 2.1.5.3. wordt aangevuld met de volgende leden :

« Elke vooropzeg gegeven door de beheerder wordt behoorlijk gemotiveerd. Bij gebreke daarvan gaat men ervan uit dat de vooropzeg niet gegeven werd.

Indien de bewoner de inrichting verlaat tijdens de periode van de door de beheerder gegeven vooropzeg, dient hij geen vooropzeg te presteren. »

8. In punt 4.1. leidt het derde streepje volgende tekst in :

« — het nummer en elk gegeven betreffende de werkingsvergunning van het dagcentrum en, in voorkomend geval, elke gegeven betreffende een weigering of een opschorting van werkingsvergunning, een intrekking van erkenning alsmede een sluiting; »

Art. 46. In bijlage IV, hoofdstuk 3, bij hetzelfde besluit wordt de eerste zin van punt 6.1. geschrapt.

Art. 47. In bijlage IV bij hetzelfde besluit wordt hoofdstuk 7 vervangen als volgt :

« Hoofdstuk 7. — Aanpassing van de opvangprijs

Onverminderd de federale bepalingen tot regeling van de aanvragen om prijsstijging, mag de verhoging van de huisvestingsprijs over één kalenderjaar in geen geval 5 % hoger zijn dan de indexerings van de consumptieprijzen sinds de laatste prijsverhoging.

De prijsverhoging wordt meegedeeld aan de bewoners of hun gezin en aan de administratie. Ze treedt in werking op de dertigste dag na de mededeling. »

Art. 48. De artikelen 2 en 3 van het besluit van de Waalse regering van 22 mei 2003 tot vastlegging van een programma inzake installatie van kort verblijfbedden in rustoorden en houdende overgangsbepalingen voor rustoorden en serviceflats worden opgeheven.

Art. 49. Behalve artikel 2, punt 4, 11°, artikel 3, punt 2, artikel 4, punt 1, artikel 23, punt 5, en de artikelen 25 en 27, treedt het decreet van 6 februari 2003 tot wijziging van het decreet van 5 juni 1997 betreffende de rustoorden, de serviceflats en de dagcentra voor bejaarden en houdende oprichting van de « Conseil wallon du troisième âge » in werking de dag waarop dit besluit in werking treedt.

Art. 50. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt, met uitzondering van artikel 16, dat in werking treedt op 1 januari 2004, van artikel 35, punt 2, dat in werking treedt op 1 oktober 2005, en van artikel 35, punt 5, derde lid, meer bepaald het nieuwe punt 8.3.4. van bijlage II, dat in werking treedt op 1 januari 2005.

Art. 51. De Minister die bevoegd is voor het Derdeleefstijdsbeleid, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 januari 2004.

De Minister-President,
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,
Th. DETIENNE

OFFICIELE BERICHTEN — AVIS OFFICIELS

VAST COMITE VAN TOEZICHT OP DE POLITIEDIENSTEN

[C – 2004/18033]

Aanwerving van een administratief agent (m/v) Tweede oproep tot kandidaten

Het Vast Comité van Toezicht op de politiediensten, opgericht bij wet van 18 juli 1991, zal binnenkort overgaan tot de aanwerving van een secretaris-boekhouder (niveau 2+ of B) voor onmiddellijke indiensttreding als lid van het statutair personeel.

De aangeworven persoon zal pas definitief worden benoemd na een stageperiode van één jaar op voorwaarde dat hij enerzijds geschikt wordt verklaard door een door het Vast Comité P erkende medische dienst of administratieve gezondheidsdienst en anderzijds een gunstig evaluatieverslag heeft verkregen.

Indien de resultaten van de proeven dit toelaten, zal een wervingsreserve worden aangelegd volgens de door het Vast Comité P omschreven criteria. Deze wervingsreserve zal gedurende twee jaar geldig blijven.

De kandidaten voor de functie van secretaris-boekhouder moeten houder zijn van een diploma van graduaat in de boekhouding.

Deze functie houdt twee soorten activiteiten in : enerzijds die van secretaris en anderzijds die van boekhouder.

Als secretaris dient hij hulp, steun en bijstand te verlenen aan de leden en de griffier van het Comité en aan de personeelsleden van niveau 1.

Als boekhouder dient hij alle budgettaire verrichtingen in de boekhouding op te nemen; deze verrichtingen voor te bereiden en op te volgen; de personeelsdossiers inzake lonen te beheren; begrotingsvoorstellen en -ramingen op te stellen; het economaat te verzekeren; het informaticasysteem en de informatica-infrastructuur te beheren overeenkomstig de richtlijnen die hem worden gegeven; alle andere taken uit te voeren die hier rechtstreeks of onrechtstreeks verband mee houden.

COMITE PERMANENT DE CONTROLE DES SERVICES DE POLICE

[C – 2004/18033]

Recrutement d'un agent administratif (h/f) Deuxième appel aux candidats

Le Comité permanent de contrôle des services de police, institué par la loi du 18 juillet 1991, procédera prochainement au recrutement d'un secrétaire-comptable (niveau 2+ ou B) pour entrée en fonction immédiate en tant que membre du personnel sous statut.

La personne engagée ne sera nommée définitivement qu'à l'issue d'une période de stage d'un an, à la condition d'être déclarée apte par le Service de santé administratif ou médical agréé par le Comité permanent P et d'avoir obtenu un rapport d'évaluation de stage favorable.

Si les résultats aux épreuves le permettent, une réserve de recrutement sera établie selon les critères définis par le Comité permanent et restera valable pendant deux ans.

Les candidats à la fonction de secrétaire-comptable doivent être titulaires d'un diplôme de graduaat en comptabilité.

Cette fonction implique l'exercice de deux types d'activité : secrétaire et comptable.

Comme secrétaire, il s'agira de prêter soutien, assistance et appui au profit des membres et du greffier du Comité ainsi que des fonctionnaires de niveau 1.

Comme comptable, il s'agira d'offrir assistance et soutien au responsable de la comptabilité dans toutes ses tâches : enregistrement comptable de toutes les opérations budgétaires; préparation et suivi de ces opérations; gestion des dossiers du personnel en matière de traitements; établissement des propositions budgétaires et des aperçus budgétaires; éconamat; gestion du système et de l'infrastructure informatique conformément aux directives qui lui sont données; toutes autres tâches qui y sont liées directement ou indirectement.